Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur recommandation du comité catholique ou protestant, suivant le cas.

Q. Chacun des comités est-il revêtu d'autres pouvoirs ?

R. Oui, il y a appel au comité qu'il appartient de toute décision ou action prise par le surintendant, ou par toute personne qui en remplit les fonctions : il peut aussi pour les mêmes causes et après avoir suivi les mêmes formalités pour opérer la démission d'un brevet d'instituteur, faire procéder à une enquête contre tout inspecteur d'écoles accusé de mauvaise conduite, d'immoralité ou d'intempérance ou de négligence grave dans l'exécution de ses devoirs, et transmettre tous les documents au Lieutenant-Gouverneur, demandant la destitution de tel inspecteur, s'il y a lieu ; il peut aussi faire des règles et règlements pour la régie et l'inspection des bibliothèques publiques établies par les corporations scolaires.

Q. Chacun des comités peut-il recevoir des dons ou legs ?

R. Oui, chacun des comités peut recevoir par don, legs, ou autrement, à titre gratuit, des sommes d'argent ou autres valeurs, et en disposer à sa discrétion pour les fins de l'instruction, et à l'égard des biens ainsi acquis, chaque comité a tous les pouvoirs d'un corps politique et incorporé.

Q. Quel est le président du Conseil de l'instruction publique ?

R. C'est le surintendant.

Q. Le Conseil de l'instruction publique a-t-il quelque fonction à part celles qui viennent d'être mentionnées ?

R. Il peut recommander au gouvernement l'établissement d'expositions scolaires, et ces expositions peuvent être